

One Planet Summit – Séquence forêts

11 janvier 2021

Le Président de la République Emmanuel Macron a accueilli ce lundi 11 janvier, au Palais de l'Élysée, la 4ème édition du « One Planet Summit » dédiée aux enjeux de protection de la biodiversité. Des actes concrets ont été décidés autour des 4 thématiques du Sommet :

1) Protection des écosystèmes terrestres et marins : La Coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples, coprésidée par la France, le Costa Rica et le Royaume-Uni en tant que champion pour l'océan, a été lancée et réunit maintenant 50 États. L'Allemagne a annoncé son ralliement. La Coalition pour une mer Méditerranée exemplaire en 2030 a été lancée par l'Espagne, la France et la principauté de Monaco.

2) Agroécologie : La mobilisation de 14 milliards d'euros d'ici 2025 a été annoncée pour l'accélérateur de la Grande muraille verte au Sahel, initiative multi-acteurs pour le développement de la bande soudano-sahélienne, par la diffusion des pratiques agro-écologiques. Plus d'une centaine d'entreprises, regroupées autour de la charte IAM AFRICA (International Agroecological Movement for Africa) se sont engagées à contribuer à la mise en œuvre des objectifs de transition agro-écologique.

3) Finance : L'Alliance pour l'investissement dans le capital naturel a été annoncée par SAR le Prince de Galles et regroupera les acteurs de la finance pour la restauration de la biodiversité. Ses fondateurs, HSBC Pollination Climate Asset Management, Lombard Odier et Mirova, ont pour objectif de mobiliser 10 milliards de dollars pour la nature dans les deux prochaines années. La Taskforce on Nature-related Financial Disclosure (TNFD), soutenue par les gouvernements britanniques et français, élaborera un cadre de mesure risques, impacts et bénéfices des activités économiques en matière de biodiversité. La Coalition pour la convergence des financements en faveur du climat et de la biodiversité a été lancée par la France.

4) Protéger les forêts, les espèces et la santé humaine : La France et la FAO, avec le soutien de la Commission européenne, ont annoncé l'initiative PREZODE (PREventing ZOonotic Diseases Emergence) pour une coopération internationale entre acteurs de la recherche et réseaux de vigilance sanitaire pour la prévention de nouvelles pandémies issues de réservoirs animaux. L'Allemagne et la République démocratique du Congo ont annoncé l'adhésion à l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales, lancée à l'occasion du G7 de 2019. Cette séquence a été l'occasion pour Angela Merkel, chancelière allemande, Charles Michel, Président du Conseil européen, et Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, de rappeler les liens entre l'émergence des pandémies et la déforestation.

Une table ronde sur la déforestation importée a été animée par la ministre Barbara Pompili durant cette séquence. Le projet TropiSCO, permettant d'assurer le suivi satellitaire du couvert forestier, a été présenté par une vidéo.

Barbara Pompili a rappelé que les forêts hébergent 80% de la biodiversité terrestre mais que les taux de déforestation restent à un niveau inquiétant, et qu'il est donc essentiel de protéger les forêts tropicales, ce que la France fait notamment au travers de la SNDI.

Le **Premier ministre néerlandais, Mark Rutte**, a précisé que les Pays-Bas adhèrent aux lignes directrices de l'OCDE et aux principes directeurs des Nations unies en matière de bonnes pratiques et de vigilance des entreprises. Il a souligné l'importance d'une diligence raisonnée des entreprises les obligeant à identifier, atténuer et prendre en compte tous les risques, notamment en matière de déforestation. Les Pays-Bas ont renouvelé leur politique sur le sujet avec un « code de conduite » qui

propose un ensemble de mesures, dont l'élément principal est la législation sur la diligence raisonnée. Enfin, il a rappelé que les Pays-Bas poussent également au niveau européen pour des mesures permettant d'augmenter l'impact du devoir de vigilance et mettre toutes les entreprises à égalité.

Félix Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, a rappelé que le couvert forestier en RDC représente 155Mha et 47% du couvert forestier sur le continent africain ou encore 10% du couvert forestier mondial. Il a présenté les engagements juridiques, politiques et socioculturels de la RDC pour la protection des forêts tropicales. Un Code forestier a été publié pour garantir des droits d'accès aux forêts et aux arbres pour les communautés locales et les petits exploitants avec une approche à long terme de la gestion forestière. L'agence congolaise de transition écologique et du développement durable a par ailleurs été créée. La RDC a investi dans la création d'aires protégées sur environ 14% du territoire national avec l'ambition d'étendre à 17% à l'horizon 2030.

Marco Lambertini, Directeur général du WWF International, a rappelé que le Forum Economique Mondial a classé la perte de biodiversité comme premier risque pour l'économie mondiale. Un rapport de l'Organisation International du Travail a montré que la dégradation de la biodiversité était la cause de la perte d'emplois pour la moitié des employés du monde. La déforestation est un facteur important de l'émergence des maladies infectieuses. Il a souligné l'importance de transformer la façon dont nous produisons et consommons de la nourriture, de réformer la gouvernance, de garantir les droits des peuples autochtones et des communautés locales, d'établir des aires protégées, et de protéger et gérer durablement la nature.

Enfin, **Pascal Canfin, président de la commission environnement du Parlement européen**, a présenté le processus de transformation des politiques publiques au niveau européen par le Pacte Vert. Il a rappelé que les Européens sont les premiers contributeurs au monde à la déforestation importée, indiquant qu'en juin 2021, la Commission européenne présenterait la première loi européenne voulant mettre fin à la déforestation importée sur les matières premières agricoles les plus impactantes. Il a précisé que cette initiative restreindrait l'accès au marché des matières premières qui ne sont pas capables de garantir qu'elles sont durables sur toute la chaîne d'approvisionnement. Concernant les accords commerciaux, il a rappelé que lorsque l'UE importe des matières premières, il faut garantir qu'il n'y ait pas de déforestation associée, en bonne intelligence avec les partenaires.

Plusieurs chefs d'État (Norvège, Allemagne) ont mentionné le renouvellement des engagements du partenariat des déclarations d'Amsterdam, également annoncé par un communiqué de presse de la présidence norvégienne lancé à l'ouverture de l'OPS.